

CUBA
Les libérations de prisonniers d'opinion
doivent se poursuivre

Index AI : AMR 25/018/2004
ÉFAI

Vendredi 25 juin 2004

FLASH

Amnesty International se réjouit de la remise en liberté de deux prisonniers d'opinion et appelle les autorités cubaines à procéder à de nouvelles libérations. Manuel Vásquez Portal et Juan Roberto de Miranda Hernández, qui ont été soignés durant leur détention pour de graves problèmes de santé, ont bénéficié d'une libération conditionnelle pour raisons médicales.

Amnesty International a reçu de nombreuses informations selon lesquelles des détenus souffrent de maladies qui se sont aggravées en raison des conditions carcérales, de l'insuffisance de soins appropriés et, dans certains cas, de grèves de la faim.

Ces libérations portent à dix le nombre de prisonniers d'opinion élargis ces deux derniers mois ; quatre d'entre eux, Leonardo Bruzón Avila, Emilio Leyva Pérez, Carlos Alberto Domínguez González et Lázaro Miguel Rodríguez Capote étaient détenus sans jugement depuis plus de deux ans.

Selon les informations dont dispose Amnesty International, 78 prisonniers d'opinion sont toujours détenus à Cuba. L'organisation appelle le gouvernement à les remettre tous en liberté, immédiatement et sans condition.

« Nous demandons en outre aux autorités de se conformer aux principes concernant le traitement des détenus énoncés dans les normes internationales relatives aux droits humains », a déclaré Amnesty International.

Historique

Le 18 mars 2003 et dans les jours qui ont suivi, les autorités cubaines ont arrêté de très nombreux opposants lors d'opérations ciblées contre les milieux dissidents. Certains ont été relâchés par la suite, mais 75 d'entre eux, dont Manuel Vásquez Portal et Juan Roberto de Miranda Hernández, ont été jugés dès le début avril lors de procès expéditifs et manifestement inéquitables au terme desquels ils ont été condamnés à de lourdes peines, allant parfois jusqu'à vingt-huit années d'emprisonnement. La plupart

des condamnés se sont pourvus en appel, mais ces recours ont été rejetés. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>